

Pour une Université ouverte sur le monde.

Lettre ouverte de la communauté universitaire et de la société guyanaise.

Depuis octobre 2018 des étudiants soutenus par une intersyndicale et le Réseau Education Sans Frontières (RESF) se mobilisent fortement sur les différents sites de l'Université de Guyane à Cayenne. Ils ont bloqué l'université du 20 mars au 25 mars 2019.

Ils revendiquent :

- La libération de tous les lycéens et étudiants détenus au centre de rétention administrative.
- L'arrêt immédiat des arrestations des lycéens et étudiants par la police.
- L'abandon de la hausse exorbitante des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers extra-communautaires (de 170 à 2770 euros pour la licence et de 243 à 3550 euros pour le master).
- La libre circulation de tous les élèves et étudiants notamment sur les barrages de Régina et d'Iracoubo.

Nous, universitaires et personnes de la société civile guyanaise, déclarons notre soutien aux étudiants et à leurs revendications légitimes.

Les étudiants sont des individus, des « êtres de chair et de sang » pour reprendre les propos de Christiane Taubira dans un discours contre l'extrême-droite en 2013. En aucun cas, ils ne sont divisibles en « catégories », ou « communautés » opposables.

Dans un territoire où le taux de jeunes bacheliers est parmi le plus faible de France, dans une université où un quart des étudiants sont étrangers, comment comprendre que l'on se prive de futurs talents, nécessaires au développement de notre territoire ?

A l'heure où certains veulent dresser des murs physiques avec leurs voisins, nous refusons fermement cette barrière financière qui empêcherait les étudiants étrangers d'accéder aux études en France. Nos valeurs sont l'Égalité et la Solidarité.

En Guyane, l'injustice de cette loi sur les droits d'inscription est vécue d'autant plus violemment que simultanément les arrestations se multiplient sans limites depuis plusieurs mois : des dizaines d'étudiants et de lycéens depuis septembre sont arrêtés et envoyés au centre de rétention administrative ; 32 l'ont été depuis le 1^{er} janvier 2019. Nous réaffirmons avec force le principe suivant : la place d'un étudiant est à l'université, pas dans une prison.

Que voulons-nous donc pour la jeunesse guyanaise ?

Le respect du principe d'égalité pour l'accès à l'enseignement supérieur en Guyane et partout sur le territoire national.

Nous refusons toute sélection selon la richesse et l'origine géographique. L'accès au savoir n'est pas un commerce mais un droit !

Nous voulons que les étudiants et lycéens puissent étudier sans la peur du lendemain et la crainte d'être arrêtés et expulsés à tout moment.

Nous refusons toute vision raciste ou xénophobe de la société.

La Guyane a besoin de tou-te-s ses diplômé-e-s !